

ment le Front Populaire et le Tripartisme : la dissolution des milices, la remise des armes

geois (dont les sentiments démocratiques connaissent d'ailleurs une sensible atténuation quand ils arrivaient au pouvoir). Mais les couches dirigeantes de la société capitaliste, préoccupées de son maintien, ne se tournent pas vers les solutions réactionnaires ou fascistes par caprice ou autre sentiment; au contraire, elles savent que ce ne sont pas des solutions aisées; elles ne se tournent vers elles que lorsque les moyens démocratiques s'avèrent insuffisants pour assurer l'équilibre de la société bourgeoise.

Rien n'est plus probant aujourd'hui que l'incapacité du Parlement bourgeois à remplir les fonctions pour lesquelles il est normalement fait dans la société capitaliste. Il arrive à peine à instaurer un ministère qu'il lui dénie aussitôt la confiance ou bien il ne la vote que pour éviter de s'engager dans une nouvelle crise ministérielle insurmontable. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui, même si elle prend à présent une forme particulièrement aiguë. Depuis 1934, à plusieurs reprises, la crise de la démocratie parlementaire s'est manifestée violemment.

Certes les gouvernements du type Doumergue ou du type Pétain ont fini par échouer devant les résistances populaires. Mais, à deux reprises importantes, depuis 1934, il y a eu tentative de rénovation de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois; ces deux tentatives — le Front populaire de 1936 et le tripartisme de la Libération — ont été faites dans les conditions les plus favorables pour assurer un épanouissement de la démocratie; les deux grands partis ouvriers marchaient la main dans la main et entraînaient l'écrasante majorité des travailleurs. En fin de compte, ces deux tentatives, qu'ont-elles donné?

Le Front populaire s'est misérablement effondré. Le Daladier qui paraissait bras-dessus bras-dessous le 14 juillet 1935 avec Blum et Thorez commençait en 1938 à instaurer un régime qui allait faire le lit de la dictature de Pétain.

On a loupé le coche

Et l'expérience de la Libération? On ne compte plus les militants communistes qui se rendent compte qu'à l'époque on n'a pas utilisé la force des travailleurs pour renverser le régime capitaliste, et que ce dernier — avec l'aide des dirigeants ouvriers, et de Thorez revenu tout pimpant pour devenir ministre d'Etat d'un gouvernement présidé par De Gaulle, — a profité de cette situation aux dépens des masses. Que de communistes pensent: on a loupé le coche!

Faudrait-il donc une troisième expérience pour montrer que dans la période de déclin du capitalisme français, marquée par les assauts héroïques des peuples colonisés, la démocratie bourgeoise rétablie par de puissants mouvements de masse, allant jusqu'à une lutte armée comme ce fut le cas en 1944-45, est absolument inviable? Mais ces expériences se sont faites et ne peuvent se faire que par d'énormes sacrifices des masses, alors qu'il en faudrait certainement moins si ces masses avaient été énergiquement entraînées dans la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Ayant affirmé aux ouvriers: nous ne sommes pas assez forts pour aller au socialisme, Thorez et Cie se tournent vers les bourgeois de gauche pour leur dire: nous savons bien que vous avez peur de vous allier à nous, nous sommes plus forts qu'en 1936, et vous voudriez des garanties. Des garanties? Mais tant que vous en voudrez. Et que pouvons-nous mieux vous donner comme témoignage de sincérité que notre passé?

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS

Le Vendredi 18 Avril à 20 h. 30

AUX SOCIÉTÉS SAVANTES

organisé par un Comité composé d'organisations
ouvrières espagnoles et françaises

— Un camarade du P. C. I. (Section française de la
IV^e Internationale) y prendra la parole.

Servin, pour être sûr d'être bien compris, va mettre les points sur les i:

« Par ailleurs, c'est le passé et les faits qui constituent la meilleure et la seule garantie de notre loyauté dans les alliances conclues.

On peut le vérifier avec l'expérience du Front populaire. Nos votes attestent que ce n'est pas nous qui avons rompu l'alliance et manqué à notre parole. Plus, lorsque des millions d'ouvriers occupaient les usines et lorsque leurs légitimes revendications eurent été satisfaites, alors que l'alliance des ouvriers et des classes moyennes, base du Front populaire, pouvait être en péril, et face aux gauchistes et trotskystes du parti socialiste, tel Marceau Pivert, c'est notre Parti, c'est Maurice Thorez qui déclara: « Il faut savoir terminer une grève », ajoutant que l'heure n'était pas à la prise du pouvoir par le prolétariat.

Pendant l'occupation, les communistes ont tout subordonné à la lutte libératrice. Ce n'est pas nous qui avons lancé des exclusives, hormis contre les traîtres. Et lorsqu'en 1944, début 45, la guerre n'étant pas terminée, le problème s'est posé du rôle des milices patriotiques, c'est notre Parti, qui loin de tenter une aventure qui eût profondément divisé la nation pour la seule joie de l'ennemi et des maîtres à penser de l'impérialisme américain, prôna de son propre mouvement la dissolution des milices patriotiques.

De même, dans la période 1945-46, fidèles au contrat passé, à l'intérêt du pays et à son indépendance, c'est notre Parti qui prit la tête de la lutte pour le relèvement indispensable de notre économie. Et les démagogues de gauche ne manquaient pas non plus à ce moment-là.

Chacun peut juger sur ces faits. La force actuelle de notre Parti, les racines profondes qu'il a dans le peuple, tout sera mis au service de l'alliance conclue, pour sa solidité, pour l'application de la politique fixée d'un commun accord. »

Autrement dit: nous avons eu la force de briser le courant des masses, nous avons fait œuvre de jaunes, nous avons désarmé les ouvriers et nous sommes prêts à recommencer.

Un oubli : les Comités

Ainsi se trouve expliqué de façon très explicite par Servin — et confirmé sensiblement dans les mêmes termes par Thorez — ce qu'a été le Front Populaire. Alors que les travailleurs, trompés, y voyaient un moyen d'assurer leur marche en avant vers le socialisme, c'était pour la direction du P.C.F., alliée à la direction du P.S et à des fractions de la bourgeoisie, un accord politique pour limiter, freiner, désarmer, en fin de compte étrangler le mouvement des masses en une période où sa puissance mettait en danger le régime capitaliste. Le Front Populaire, ce n'était pas l'occupation des usines, mais l'évacuation de celles-ci.

La direction du P.C.F. donne également aujourd'hui une autre garantie à la bourgeoisie de gauche: elle lui propose un nouveau Front populaire, mais se garde bien d'appeler les membres du Parti et les travailleurs à lutter pour un tel objectif en créant des comités de Front populaire. Tout en arguant de sa force pour contrôler les masses, la direction du P.C.F. n'est pas sûre que la création de comités de base serait une opération de tout repos. Les ouvriers pourraient s'emparer de l'idée du Front populaire et y mettre non le contenu de Thorez et de Servin, mais ce dont ils ont la nostalgie: les occupations d'usines, les milices, la période où on avait la force et où on n'a pas su s'en servir.

La direction Thorez pense qu'elle peut renouveler une troisième expérience de collaboration de classe. Mais les temps ont changé. Nombreux sont ceux qui ont compris qu'ils avaient été bernés lors de la Libération, quand Thorez leur fit rendre les armes et dissoudre les milices. Ce dont Servin se vante auprès des bourgeois, ce sont autant de raisons de méfiance de la part des militants. Il faudra bien qu'on sorte de la décomposition dans laquelle le pays est chaque jour un peu plus plongé. Ce ne sera pas par le Front populaire, cette voie bien ancienne de Thorez qui s'est soldée par des défaites ouvrières. Ce sera par la lutte révolutionnaire pour le pouvoir ouvrier.

Pierre FRANK.

L'offensive antiouvrière du gouvernement échoue en Bolivie

Comme nous l'avons indiqué dans notre numéro précédent, le gouvernement bolivien, dirigé par l'aile droite du M.N.R. avait déclenché une vague de répression visant à briser le mouvement des masses.

A ce stade de l'offensive réactionnaire, il s'agissait de décapiter les organisations qui dirigent le mouvement ouvrier de ces secteurs, en arrêtant des leaders de la Fédération des Mineurs Boliviens et les dirigeants du Parti Ouvrier Révolutionnaire, section bolivienne de la IV^e Internationale.

Prenant prétexte d'une « intervention armée » soit disant effectuée le 5 mars dans les centres miniers de Uncia et de Llallagua par des éléments que la presse gouvernementale qualifie de « Trotskistes » (Trotskistes-C.O.B.), les forces de répression ont fait emprisonner une série de militants dont le dirigeant mineur Cabrera, le secrétaire général du P.O.R. Gonzalez Moscoso, le camarade Victor Villegas, membre du B.P. du P.O.R.; quelques dirigeants du P. C. Bolivien et le camarade Lora, éditeur du journal « Masas ».

Ordre était donné d'autre part d'étendre les arrestations à toute une série de dirigeants mineurs de Catavi et de Siglo XX, de réorganiser la direction des mines et de liquider la représentation ouvrière dans les directions.

Avant même d'en avoir reçu l'ordre par leur direction syndicale, les ouvriers des mines ont immédiatement réagi en déclenchant une grève illimitée dans les centres miniers, en procédant au désarmement des forces militaires envoyées par le gouvernement, en les consignant dans des casernes gardées par les milices ouvrières. Les radios de Catavi et de San José, émettaient sans arrêt des appels stimulant la lutte des mineurs et appelant les ouvriers de La Paz et des autres centres urbains à s'y joindre. Une alliance effective fut ainsi réalisée entre les mineurs et les travailleurs des usines et des chemins de fer de La Paz et d'Oruro.

La riposte ouvrière a été suffisamment prompte et puissante pour faire partiellement reculer la réaction:

Une partie des militants arrêtés a été libérée, la destruction des organismes dirigeants des mineurs n'a pu être continuée. Les camarades Moscoso et Villegas ainsi que G. Lora ont vu se transformer leur détention en exil: ils ont été conduits en Argentine.

Le P.O.R. vient de proposer la création d'un Front révolutionnaire des Syndicats et de tous les Partis ouvriers en vue d'assurer la convocation d'un Congrès extraordinaire de la C.O.B. dans lequel devraient se discuter et se résoudre les problèmes qui engagent la vie du mouvement ouvrier et l'avenir de la révolution qui ne peuvent être définitivement assurés que par l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie.